

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/20127]

4 JUN 2023. — Loi modifiant, en ce qui concerne l'assurance indemnités et maternité, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Exercice d'une activité dans le cadre des soins et du soutien non directement accessibles pour une personne handicapée le premier jour de l'incapacité de travail*

Art. 2. Dans l'article 100, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mars 2022, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4:

“Une activité dans le cadre des soins et du soutien non directement accessibles pour une personne handicapée qui est financée par un budget d'assistance personnelle conformément au décret de la Communauté flamande du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonome interne dotée de la personnalité juridique “Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap” ou par un budget qui suit la personne conformément au décret de la Communauté flamande du 25 avril 2014 portant le financement qui suit la personne pour des personnes handicapées et portant réforme du mode de financement des soins et du soutien pour des personnes handicapées, et qui est effectuée le premier jour de l'incapacité de travail, n'est pas considérée comme une activité à condition que l'activité constitue la poursuite pure de l'exécution d'une convention qui avait déjà été conclue et avait déjà été effectivement exécutée avant le début de l'incapacité de travail.”

CHAPITRE 3. — *Cumul des indemnités octroyées par l'assurance indemnités et maternité avec l'allocation “mobilité interrégionale” et l'allocation “métier en pénurie”*

Art. 3. Dans l'article 103, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 février 2022, le 5^o est complété avec les mots “, à l'exception de l'allocation “mobilité interrégionale” et de l'allocation “métier en pénurie” octroyées en vertu de l'arrêté royal du 24 juin 2022 instituant une allocation supplémentaire pour les chômeurs de longue durée qui reprennent du travail dans une autre région ou dans un métier en pénurie”.

Art. 4. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} septembre 2022.

CHAPITRE 4. — *Renonciation à la prime de rattrapage annuelle due à certains titulaires reconnus invalides dans l'assurance indemnités*

Art. 5. Dans l'article 104bis de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998, les mots “et à la prime de rattrapage visée à l'article 98, alinéa 2” sont insérés entre les mots “le titulaire peut renoncer aux indemnités” et les mots “qui lui sont accordées”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/20127]

4 JUNI 2023. — Wet tot wijziging, wat de uitkerings- en moederschapsverzekering betreft, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Uitoefening van een activiteit in het kader van niet-rechtstreekse toegankelijke zorg en ondersteuning voor een persoon met een handicap op de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid*

Art. 2. In artikel 100, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 maart 2022, wordt tussen het derde en het vierde lid een lid ingevoegd, luidende:

“Een activiteit in het kader van niet-rechtstreekse toegankelijke zorg en ondersteuning voor een persoon met een handicap die wordt gefinancierd via een persoonlijk assistentiebudget overeenkomstig het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 7 mei 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap of via een persoonsvolgend budget overeenkomstig het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 april 2014 houdende de persoonsvolgende financiering voor personen met een handicap en tot hervorming van de wijze van financiering van de zorg en ondersteuning voor personen met een handicap en die wordt verricht op de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid, wordt echter niet beschouwd als een werkzaamheid, voor zover deze activiteit een loutere voortzetting is van de uitvoering van een overeenkomst die reeds vóór de aanvang van de arbeidsongeschiktheid werd gesloten en effectief is uitgevoerd.”

HOOFDSTUK 3. — *Cumulatie van de uitkeringen toegekend door de uitkerings- en moederschapsverzekering met de uitkering “interregionale mobiliteit” en de uitkering “knelpuntberoep”*

Art. 3. In artikel 103, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 februari 2022, wordt de bepaling onder 5^o aangevuld met de woorden “, met uitzondering van de uitkering “interregionale mobiliteit” en de uitkering “knelpuntberoep” toegekend krachtens het koninklijk besluit van 24 juni 2022 tot instelling van een aanvullende uitkering voor langdurig werklozen die het werk hervatten in een ander gewest of in een knelpuntberoep”.

Art. 4. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 september 2022.

HOOFDSTUK 4. — *Verzaking aan de jaarlijkse inhaalpremie verschuldigd aan sommige invalide erkende gerechtigden in de uitkeringsverzekering*

Art. 5. In artikel 104bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, worden de woorden “en de inhaalpremie bedoeld in artikel 98, tweede lid” ingevoegd tussen de woorden “een gerechtigde aan de uitkeringen” en de woorden “die hem worden toegekend”.

Art. 6. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} mai 2022.

CHAPITRE 5. — *Droit aux indemnités d'incapacité de travail après l'âge légal de la pension*

Art. 7. L'article 108 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 7 avril 2019, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 108. Les indemnités sont refusées au titulaire:

1° à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de la pension déterminé par l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions. Toutefois, si l'état d'incapacité primaire visé à l'article 100 n'atteint pas six mois à ce moment là, et sans préjudice de la disposition prévue au 3°, il peut prétendre aux indemnités pour la période précitée de six mois restant à courir.

2° à partir du premier jour du septième mois de la période d'incapacité primaire, et sans préjudice de la disposition prévue au 3°, si le début de l'état d'incapacité primaire visé à l'article 100 se situe après le mois dans lequel il a atteint l'âge visé au 1° lorsqu'il s'agit d'un titulaire ayant continué à travailler après le mois précité.

3° à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il peut faire valoir ses droits à quelque titre que ce soit à une pension de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou à tout autre avantage tenant lieu de pareille pension, accordé soit par un organisme de sécurité sociale belge ou étranger, soit par un pouvoir public, par un établissement public ou d'utilité publique. À l'exception de la situation dans laquelle le titulaire peut faire valoir ses droits à une telle pension ou un tel avantage conformément à l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif aux pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés après le mois dans lequel il a atteint l'âge visé au 1°, le Roi peut toutefois déterminer dans quelles conditions et dans quelle mesure les indemnités peuvent être accordées lorsqu'elles sont cumulées avec les pensions ou avantages susvisés.”

Art. 8. Le présent chapitre entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* et s'applique aux périodes d'incapacité de travail qui débutent, au plus tôt, à cette date, ainsi qu'aux périodes d'incapacité de travail qui sont encore en cours à cette même date.

CHAPITRE 6. — *Frais d'administration des organismes assureurs – montants indus non récupérables en application de l'article 17, alinéa 2 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la Charte de l'assuré social*

Art. 9. Dans l'article 194, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 2014, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Ces montants sont calculés annuellement par secteur et, en outre, pour le secteur des indemnités, avec une division par régime, en fonction du pourcentage que représentent les indus visés à l'alinéa 1^{er} par rapport au montant global des dépenses engagées par l'organisme assureur considéré dans ce secteur.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *MONITEUR BELGE*.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 55k3306/6

Compte rendu intégral : 25 mai 2023

Art. 6. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2022.

HOOFDSTUK 5. — *Recht op arbeidsongeschiktheidsuitkeringen na de wettelijke pensioenleeftijd*

Art. 7. Artikel 108 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 7 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. 108. De uitkeringen worden aan de gerechtigde onttrokken:

1° vanaf de eerste dag van de maand na die waarin hij de pensioenleeftijd bereikt bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. Indien de staat van primaire ongeschiktheid bedoeld in artikel 100 op dat ogenblik echter nog geen zes maanden duurt, en onverminderd de bepaling onder 3°, kan hij verder aanspraak maken op uitkeringen voor de nog te lopen voormelde periode van zes maanden.

2° vanaf de eerste dag van de zevende maand van het tijdvak van primaire ongeschiktheid, en onverminderd de bepaling onder 3°, als de aanvang van de staat van primaire ongeschiktheid bedoeld in artikel 100 zich bevindt na de maand waarin hij de in 1° bedoelde leeftijd heeft bereikt, wanneer het gaat om een gerechtigde die verder werkzaam is geweest na de voormelde maand.

3° vanaf de eerste dag van de maand waarin hij in welke hoedanigheid dan ook aanspraken kan doen gelden op een ouderdoms-, een rust-, een anciënniteitspensioen of op eender welk als dergelijk pensioen geldend voordeel, toegekend, hetzij door een Belgische of een buitenlandse instelling van sociale zekerheid, hetzij door een openbaar bestuur, een openbare instelling of een instelling van openbaar nut. Met uitzondering van de situatie waarin de gerechtigde aanspraken kan doen gelden op een dergelijk pensioen of voordeel overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers na de maand waarin hij de in 1° bedoelde leeftijd heeft bereikt, kan de Koning echter bepalen onder welke voorwaarden en in welke mate de uitkeringen kunnen worden gecumuleerd met de hierboven bedoelde pensioenen of voordelen.”

Art. 8. Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing op de periodes van arbeidsongeschiktheid die ten vroegste op deze datum aanvatten, evenals op de periodes van arbeidsongeschiktheid die op diezelfde datum nog lopende zijn.

HOOFDSTUK 6. — *Administratiekosten van de verzekeringsinstellingen niet –terugvorderbare onverschuldigde bedragen in toepassing van artikel 17, tweede lid, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het Handvest van de sociaal verzekerde*

Art. 9. In artikel 194, § 3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Deze bedragen worden jaarlijks berekend, per sector, en bovendien voor de sector van de uitkeringen met een opsplitsing per regeling, in functie van het percentage dat de in het eerste lid bedoelde onverschuldigde bedragen vertegenwoordigen in verhouding tot het globaal bedrag van de uitgaven gemaakt door de desbetreffende verzekeringsinstelling in deze sector.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *BELGISCH STAATSBLAD* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 55k3306/6

Integraal Verslag : 25 mei 2023